

Guantánamo : les protestations s'intensifient

Partage international n° 212 - Avril 2006

La condamnation internationale de la détention par les Etats-Unis de suspects d'actes de terrorisme à Guantánamo continue de croître, provenant même de divers groupes religieux et d'organisations œuvrant pour les droits humains.

L'archevêque sud africain Desmond Tutu a condamné le camp de rétention américain dans les termes les plus durs. Dans une interview sur BBC Radio 4 en février 2006 il a déclaré : « *Je n'aurais jamais imaginé voir un jour les Etats-Unis et leurs satellites employer exactement les mêmes arguments que ceux que le gouvernement de l'apartheid utilisait pour emprisonner sans procès. C'est une honte. On ne peut trouver de mots assez forts pour condamner ce que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ainsi que quelques alliés ont accepté. L'habeas corpus est un aspect fondamental de la liberté individuelle. Et voir ceux-là mêmes qui prêchent la démocratie faire une telle chose...*

« *[Vous dites] qu'il n'y a pas de prisonniers de guerre à Guantánamo Bay, (alors que vous prétendez mener une guerre contre le terrorisme), et donc vous affirmez que la Convention de Genève ne peut leur être appliquée. Ceci est horrible et scandaleux. Vous ne pouvez pas prétendre que la fin justifie les moyens. C'est une position éthique perverse. Dire que, parce que nous recherchons la sécurité de nos peuples, il importe peu en fin de compte comment nous y parvenons, est tout simplement effrayant.* »

L'archevêque de York, le Dr John Sentamu, premier archevêque britannique noir, a aussi condamné le camp dans une interview en février 2006 pour *The Independent* : « *Le gouvernement américain enfreint la loi internationale. La composante fondamentale d'une société démocratique est l'égalité de tous devant la loi, que l'on est innocent jusqu'à preuve du contraire, et que chacun a le droit d'être défendu devant un tribunal.* » L'archevêque de Canterbury, le Dr Rowan Williams, a déclaré de son côté dans une interview sur BBC One, en mars 2006, que Guantánamo a créé une nouvelle catégorie de prisonniers : « *Ces gens-là n'ont pas été reconnus coupables et ils n'ont aucun accès à la moindre*

protection juridique, a-t-il déclaré. Tout message laissant penser qu'un Etat peut tout simplement ignorer ces principes fondamentaux de l'habeas corpus sera certainement bien accueilli par tous les tyrans du monde. »

Un rapport publié en février 2006 par cinq inspecteurs de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme, et appuyé par le secrétaire général Kofi Annan, a demandé que le camp soit fermé immédiatement en raison des preuves d'abus qui y ont été commis, que les prisonniers soient soit jugés ou libérés, et que les responsables de tels abus soient traduits en justice. Les inspecteurs ont interviewé des prisonniers libérés, des avocats et des médecins, mais n'ont pas eu accès aux détenus. L'alimentation forcée de prisonniers en grève de la faim a choqué l'opinion internationale. Le Pentagone a été contraint par une décision de justice de divulguer des documents donnant la liste des noms et des nationalités de 317 des 490 prisonniers qui sont détenus à Guantánamo Bay sans jugement depuis quatre ans. Seulement 8 % des prisonniers ont été classés comme membres d'Al-Qaïda, affirment les avocats, et les documents du Pentagone montrent que moins de la moitié d'entre eux ont commis un « acte hostile » contre les Etats-Unis.

Selon un autre rapport de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des communes britanniques, publié en février 2006 : « *L'usage continu de Guantánamo comme centre de détention en dehors de tout régime légal porte atteinte à l'autorité morale des Etats-Unis et constitue un frein à la poursuite efficace de la guerre au terrorisme.* »

Cette commission a également exprimé sa préoccupation face à l'attitude du gouvernement britannique devant des cas de redditions, de déportations et d'abus que font subir les troupes de la coalition aux prisonniers irakiens.

Le Royaume Uni a également été attaqué par Amnesty International qui a condamné la législation anti-terroriste du gouvernement britannique dans son rapport intitulé *Les droits de l'homme : une promesse rompue*. Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, a déclaré : « *Il existe aujourd'hui un dangereux déséquilibre entre les mesures draconiennes prises par le Royaume Uni au nom de la sécurité et son obligation de protéger les droits de l'homme. Ces mesures ternissent son image*

et sa capacité à promouvoir les droits de l'homme à l'étranger. »

Guatemala

Sources : inthenews.co.uk ; The Independent, BBC News, BBC Radio 4, UK

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Le respect de la loi](#) (« Chaque fois qu'il y a affaiblissement de la loi... et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. Lorsqu'une nation parvient à l'âge

adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix... Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004)
Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.)